



Finances : une gestion rigoureuse

Le budget 2009 a été conçu dans un contexte particulier de crise. La morosité des ménages s'est installée progressivement, à l'instar des collectivités qui voient leurs recettes diminuer. Stagnation de toutes les subventions accordées par l'État, gel de la dotation globale de fonctionnement* ou forte baisse des droits de mutation* suite à la crise du marché de l'immobilier n'en sont que les contours. Il faut ajouter à cela la réforme de la taxe professionnelle et du fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA)* qui pourrait mettre en péril la pérennité des ressources des collectivités territoriales qui dépendent en partie de cette manne.

C'est donc dans cette conjoncture que le budget 2009, qui est malgré tout optimiste et ambitieux, a été élaboré. En effet, la commune accompagne le plan de relance initiée par l'État en maintenant sa capacité d'investissement, ce qui permet de bénéficier du FCTVA* par anticipation, et de soutenir les entreprises locales. Cette année, 2,8 millions d'euros seront donc affectés aux investissements nouveaux. A la clé, la deuxième tranche de la cantine de l'école du Hameau du Château, le lancement de la salle des fêtes et de nombreux travaux de voirie.

Enfin, et alors que la plupart des élus communaux, au

niveau national, ne sont pas enclins à communiquer sur le sujet de la dette, la Ville de Sassenage, qui en a fait une priorité, exige une transparence de rigueur dans ce domaine. Alors que la commune présentait une dette alarmante en 2005, elle a réussi, grâce à une maîtrise importante de ses dépenses, à faire baisser l'endettement pour assainir ses finances en n'empruntant pas en 2007 et en 2008, et en prévoyant de poursuivre dans le même sens en 2009.

Le désendettement ne peut s'opérer au détriment de l'investissement. C'est pourquoi Sassenage, sous l'impulsion de son équipe municipale, s'est engagée à maintenir un niveau d'investissement important ; la démonstration qu'une dette contenue permet d'investir plus aisément, et reste la garantie d'un service public de qualité.

Et tout ceci, sans augmenter la part communale des taux d'imposition, en maintenant un niveau d'épargne élevé, en créant de nouveaux services ou dispositifs d'aide aux Sassenageois, et surtout en n'ayant absolument pas recours à l'emprunt depuis trois exercices budgétaires. Un pari risqué, mais relevé !

* Voir le lexique

► Trois questions à...

Jérôme Merle

1^{er} adjoint chargé des finances et de l'administration générale



Comment définiriez-vous ce budget 2009 ?

Je dirais qu'il est original pour deux raisons. C'est la première fois qu'un budget primitif est voté après le compte administratif*, et non l'inverse. Cela nous permet d'avoir une vision exhaustive de notre capacité à réinvestir, et laisse le moins de place possible à l'aléatoire. À ce titre, je veille particulièrement à ce qu'en fin d'année, les services aient reçu et payé les factures dans les temps, de façon à ne pas fausser le résultat du compte administratif. Je suis extrêmement rigoureux et vigilant sur ce point.

La deuxième originalité de ce budget 2009 réside dans le fait que, pour la troisième année consécutive, le compte administratif affiche un emprunt égal à zéro ! Pour ces raisons, ce budget est non seulement ambitieux, mais réaliste !

Au titre de ma délégation, mes objectifs s'articulent autour de quatre axes forts. Tout d'abord, la non augmentation de la part communale des taux d'imposition*, pourtant marge de manœuvre principale de la collectivité.

Ensuite, le désendettement. Nous avons une dette importante, il est vrai, mais en baisse. J'ai à cœur de ne pas aggraver la fiscalité des administrés. C'est pourquoi, depuis trois ans, nous n'avons plus recours à l'emprunt. Enfin, nous cherchons à optimiser les dépenses comme les recettes. D'une part, les deniers publics sont utilisés au mieux pour l'intérêt de tous les Sassenageois. D'autre part, nous avons renforcé notre présence dans des instances comme La Métro ou le Conseil général qui distribuent des subventions sur certains projets, ce qui nous permet de maximiser nos recettes.

La crise a-t-elle affecté la collectivité ?

D'un point de vue économique, et de façon globale, la crise n'a pas affecté nos recettes, mais sur certains points, nous ressentons une baisse, notamment sur les droits de mutation*. En effet, sur chaque transaction immobilière effectuée sur la commune, l'État doit nous reverser une partie des frais de notaire. La crise de l'immobilier se répercute pour la collectivité par une réduction de ce type de recettes.

Mais notre gestion rigoureuse me permet d'affirmer que la crise ne met pas en péril les finances communales. Grâce à des contrôles budgétaires récurrents avec les services, que je tiens à renforcer, et notre grande capacité d'anticipation, nous disposons aujourd'hui d'une trésorerie satisfaisante, ce qui ne nous empêche pas de redoubler d'attention. Nous avons d'ailleurs souscrit au plan de relance mis en place par l'État, qui nous permet de toucher le fonds de compensation de la TVA* par anticipation, et ainsi d'augmenter nos recettes pour 2009.

D'un point de vue social en revanche, la commune n'est pas épargnée par le chômage. Notre rôle, en tant qu'élus et collectivité, est d'accompagner, autant que faire se peut, chaque personne en difficulté, chaque demandeur d'emploi, afin de redonner la motivation nécessaire pour s'en sortir. Le centre communal d'action sociale est l'interlocuteur privilégié en cas de difficulté.

Quelles sont les priorités pour Sassenage en 2009 ?

Je n'invente pas une politique budgétaire chaque année ! Mon objectif pour Sassenage, et c'est ce à quoi je m'attelle depuis que je suis adjoint aux finances, est de désendetter la commune. Grâce à des taux d'emprunt renégociés à des niveaux plus bas, nous avons étalé la dette, ce qui nous permet d'accroître nos marges de manœuvre en termes d'investissement et de fonctionnement. Nous avons mis en place en 2009 un plan pluriannuel d'investissement pour programmer nos investissements sur toute la durée du mandat. Nous avons également une politique volontariste en direction des familles. Voyez plutôt : la mise en place d'un coup de pouce en direction des enfants qui souhaitent s'inscrire dans une association, la gratuité de la médiathèque pour les moins de 18 ans, ou encore une tarification plus solidaire soumise au quotient familial pour les familles sassenageoises.

* Voir le lexique

Anticiper,

2009 est l'année de la mise en place du premier plan pluriannuel d'investissement, ou PPI. Ce document, non obligatoire, est un acte politique fort de la commune. Il permet en effet d'avoir une vision prospective sur la durée du mandat électoral, soit jusqu'à 2014. Ainsi, des groupes de travail animés par des élus référents, réfléchissent avec les services concernés aux investissements à réaliser sur les cinq prochaines années. « Ce document, dont les arbitrages initiaux sont les plus importants, permet de simuler les investissements au plus juste pour les financer. Nous savons où nous allons sur le long terme. Avec un engagement aussi fort et transparent, on ne remet plus en cause les décisions d'investissement. Quelque part, il incite, voire oblige, explique Jérôme Merle. Cette planification laisse néanmoins une certaine marge de manœuvre pour des imprévus ou des urgences ».

Informations financières et statistiques*

Population totale INSEE	10843
Dépenses réelles de fonctionnement/population	1252.69 €
Produits des impositions/population	616.78 €
Recettes réelles de fonctionnement/population	1278.17 €
Dépenses d'équipement brut/population	297.98 €
Encours de la dette /population	1238.36 €
Dotation globale de fonctionnement/population	115.49 €
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	57.73%
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi	155.85
Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuelle de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement	102.12%
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	23.31%
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	96.89%

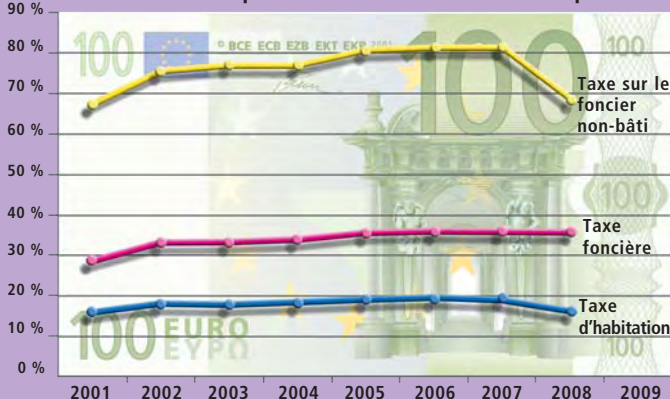
* L'information du public en matière budgétaire est une obligation légale définie par l'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales. Les communes de plus de 3 500 habitants ont l'obligation de publier leurs données synthétiques financières conformément à l'article R2313-1 du Code, soit onze ratios pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Des finances maîtrisées

Montant de l'emprunt mobilisé (en millions d'euros)



Évolution de la part communale des taux d'imposition



Évolution de la dette (en milliers d'euros)



► Lexique

Débat d'orientation budgétaire (DOB)

Les communes de plus de 3 500 habitants sont tenues d'organiser un débat d'orientation budgétaire (DOB)* dans les deux mois précédant le vote du budget primitif. Le DOB a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il est un outil pédagogique associant la majorité et l'opposition.

Budget primitif

Le budget primitif doit intervenir avant le 31 mars. C'est le budget qui prévoit les dépenses et les recettes sur l'exercice qui correspond obligatoirement à l'année civile. C'est aussi une autorisation faite au maire de consommer ce budget.

Compte administratif (CA)

Le CA représente les recettes et les dépenses effectivement enregistrées dans l'année, par opposition au budget, qui n'est qu'une prévision.

Contrairement à un budget qui doit être en équilibre (dépenses = recettes pour chaque section, fonctionnement et investissement), le CA décrit ce qui s'est effectivement passé sur l'exercice budgétaire précédent, et il peut ainsi constater une différence entre les dépenses et les recettes de chaque section. En fonctionnement, le résultat doit

obligatoirement être positif.

Budget supplémentaire

Une collectivité établit un budget supplémentaire pour affecter les résultats du compte administratif. En 2009, Sassenage a voté le compte administratif avant le vote du budget primitif, si bien que le résultat 2008 est déjà affecté au budget primitif, et ne nécessite pas le vote d'un budget supplémentaire. Tout changement sera traité par une simple décision modificative.

Décision modificative (DM)

Une DM intervient pour modifier un budget primitif. Elle est nécessaire pour réajuster des dépenses ou des recettes complémentaires modifiant de façon stratégique le budget, et peut être adoptée à tout moment après le vote du budget primitif.

Part communale des taux d'imposition

La Commune, le Département, la Région et les instances intercommunales prélèvent une part des impôts locaux. La commune prélève donc 16,2 % de la taxe d'habitation, 35,77 % du foncier, 68,61 % du foncier non-bâti. Cette part communale des taux est le seul levier que la commune peut actionner pour augmenter ou diminuer les impôts communaux.

Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

Chaque collectivité perçoit d'habitude avec deux années de retard le remboursement de 15,482 % de la TVA (qui est de 19,6 %) qu'elle paie sur ses dépenses

d'investissement. Avec la souscription au plan de relance de l'État, Sassenage percevra en 2009 la TVA 2007, mais aussi celle de 2008.

Droit de mutation

Lors d'une transaction immobilière, une partie des frais de notaire est versée à l'État, qui en redistribue une fraction à la collectivité.

Dotation globale de fonctionnement

Les finances locales sont composées de différentes ressources (impôts, taxes, produits financiers...) dont un transfert de l'État appelé dotation globale de fonctionnement, et qui représente à Sassenage près de 16 % des recettes liées à la décentralisation et à l'attribution de compétences nouvelles aux collectivités locales.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale qui assurent la collecte des déchets des ménages peuvent instituer un prélèvement obligatoire destiné à pourvoir aux dépenses du service. La TEOM est donc un prélèvement obligatoire facultatif ; la collectivité peut décider de ne pas l'instituer et, dans ce cas, le service sera financé par son budget général. La Métro, qui assure la collecte des ordures ménagères, a institué la TEOM sur son territoire.

améliorer, évaluer

Les grands thèmes des groupes de travail

Aménagement urbain, développement durable et nouvelles technologies

Urbanisme, eau, environnement, développement durable, espaces verts, travaux, voirie, technologies de l'information et des communications, modernisation du service public communal

Développement économique, culture et animation

Activité économique, tourisme, patrimoine, vie associative, culture, projet

salle des fêtes, animation, festivités, jumelage, relations internationales, coopération décentralisée

Jeunesse et sports

Jeunesse, point information jeunesse, prévention de la délinquance, sport, gymnases, terrains de sport, projet piscine

Éducation, solidarité et enfance

Éducation, scolaire, logement, solidarité sociale, centre communal d'action sociale, petite enfance, relais assistantes maternelles, crèche

Budget primitif 2009

Investissement : 5 085 512.90 €

Fonctionnement : 15 969 273.38 €

Total : 21 054 786.28 €



▲ « Quand les ressources se raréfient, il faut être inventif »

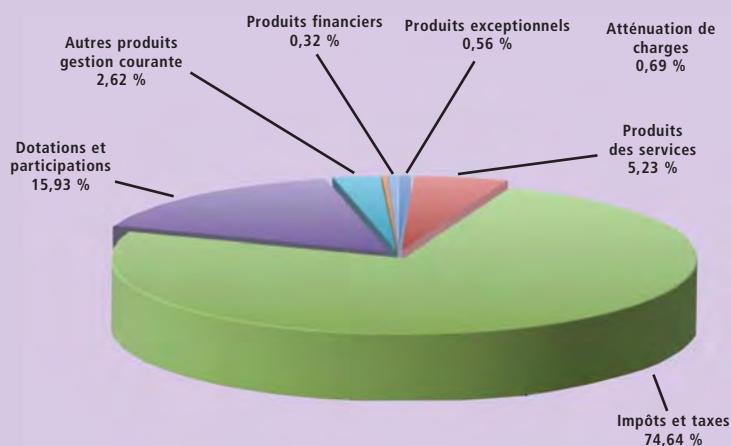
La performance au service de la Ville

« Quand les ressources se raréfient, il faut être inventif » explique le directeur général des services de la commune. Et des idées, la municipalité et les services n'en manquent pas pour moderniser la collectivité, la rendre encore plus efficace, et inculquer une culture « d'entreprise » qui permet de perfectionner les services à la population.

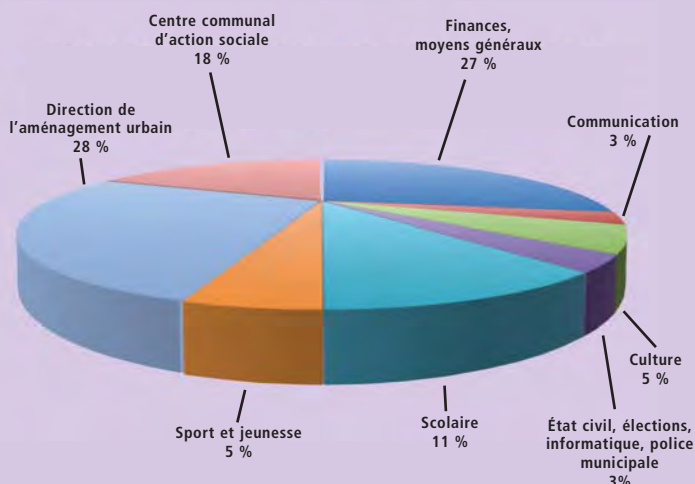
La notion de performance, longtemps l'apanage des entreprises privées, entre par la grande porte dans la fonction publique, et à Sassenage en particulier. L'objectif est de travailler autrement tout en motivant le

personnel pour apporter un service moderne et qualitatif à la population. Cela se traduit par plusieurs moyens comme des plans de formation qui tendent à développer les compétences en interne tout en maîtrisant les coûts salariaux. L'évaluation des politiques publiques est une autre manière d'amélioration du service rendu, tout comme la réalisation d'audits en interne qui permettent par exemple de restructurer les tarifs des équipements en prenant en compte les critères de solidarité et de coûts réels. ■

Recettes de fonctionnement



Dépenses de fonctionnement



Combien ça coûte ?

Des gros travaux de voirie au remplacement d'un banc vandalisé, voici la facture pour la collectivité...

Les grosses dépenses prévues pour 2009 :

Travaux de voirie de la rue Mozart, à proximité du collège Fleming : 308 000 €

Travaux d'aménagement des abords de la Dentellière : 397 000 €

Réfection de trottoirs de la rue des Parcs : 27 000 €

Espace polyvalent socio-culturel (salle des fêtes), maîtrise d'œuvre : 241 000 €

2^{ème} tranche de la cantine de l'école du Hameau du Château : 493 000 €

Plan de rénovation des groupes scolaires (économies d'énergie et travaux de rénovation) : 70 000 €

Matériel informatique pour les écoles maternelles : 20 000 €

Réorganisation de la médiathèque l'Ellipse : 33 000 €

Réhabilitation de l'éclairage public : 30 000 €

Remplacement des fenêtres de l'école maternelle des Pies : 30 000 €

Grâce au plan de relance, d'autres travaux sont prévus, dont la rénovation de la voirie rue François Blumet, la rénovation du gymnase des Pies, ou encore la réfection de la toiture du ball trap.

Et pour les petites choses du quotidien :

Un banc en bois avec piètement en fonte et visserie acier inoxydable : 481 €

Une poubelle (3 sortes) : corbeille commune (sur l'ensemble de la ville, voirie et espaces verts) : 148 €, corbeille béton : 234 €, et corbeille bois : 194 €

Une logette à poubelles, pour cinq conteneurs de 750 litres : 4 279 €

Le fleurissement : environ 10 € le m²

L'enlèvement de tags et graffitis : 11 € le m²

+ 50 € de déplacement par tranche de 50 m²

Un repas scolaire : 2.65 €, un repas scolaire bio : 3.91 €

Une plaque de rue : 63 €

Une tonne de sel : 82 € (150 tonnes épandues pendant la période de viabilité hivernale 2008/2009)

Une tonne d'enrobé : 112 € (8 tonnes mises en place sur les voiries en 2008)

Une tonne de balthazard : 87 € (200 tonnes mises en place sur les voiries en 2008)

Une barrière croix de Saint-André : 148 €

Un potelet classique : 22 €

Un potelet amovible : 223 €

Un potelet en plastique : 37 €

Un panneau de police (type sens interdit) : 123 €

Un mât en aluminium, hauteur 3 mètres, sabot inclus : 145 €



Les Sassenageois et l'intercommunalité

Représentant Sassenage au sein de la commission « Finance et évaluation des politiques publiques » de La Métro, le conseiller communautaire Lionel Filippi explique quelles sont les incidences de l'intercommunalité sur les finances communales...



Ce qui nous attend en 2009

« La Métro a décidé, d'une part, une augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), mais également l'instauration d'une

taxe additionnelle sur les ménages », commente le conseiller communautaire. « C'est ainsi que 12 millions d'euros supplémentaires seront prélevés dans le porte-monnaie des contribuables de l'agglomération.

La majorité de gauche se veut rassurante : ceci n'équivaudrait qu'à un prélèvement de 1 à 2 euros par foyer fiscal... Plusieurs simulations tablent pourtant sur une hausse moyenne de 100 à 150 euros par an. Pour justifier ces hausses, elle explique que la crise financière en est la cause principale. » Toutefois Lionel Filippi est sceptique : « Il serait plus objectif de reconnaître qu'elles sont dues à un surendettement de La Métro. »

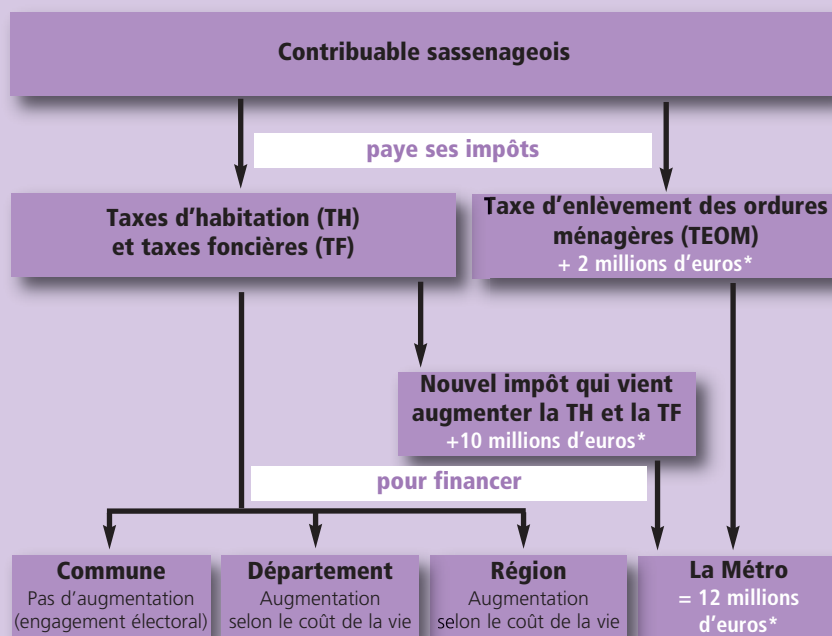
Une hausse d'impôt, conséquence du surendettement de La Métro

Les chiffres sont objectifs : depuis 2000, les intérêts ont quadruplé pour passer de 4 millions d'euros à 16 millions d'euros par an à cause d'une dette qui est passée de 150 millions d'euros en 2000, à 352 millions d'euros en 2008, sans perspective, à ce jour, de sortir de cette situation d'endettement. « Ce surendettement explique la hausse des impôts. La crise de 2008 a bon dos ! Mais le plus grave est que ce surendettement menace l'équilibre financier de l'agglomération à long terme, déplore Lionel Filippi. La majorité de gauche présente une ardoise qui condamne dès aujourd'hui les générations futures à payer des impôts élevés pour longtemps : à quand un concept de « gestion durable »

des finances, à l'instar du « développement durable ? », s'interroge-t-il.

Sassenage et La Métro

« Néanmoins, il faut souligner que la commune de Sassenage bénéficie de subventions accordées par La Métro. Ceci est le fruit d'un travail conjoint des services de la commune et de la Métro insufflé depuis 2008 par notre maire » tient à rappeler Lionel Filippi. « Oui, Sassenage a intérêt à adhérer à La Métro pour être acteur et non uniquement suiveur de projets moteurs que sont Giant ou « 10 campus ». Ceci ne nous empêche pas de marquer nos différences et de dénoncer notamment ces hausses d'impôt inconsidérées que les ménages défavorisés subiront de plein fouet alors que ces temps de crise auraient certainement nécessité un peu plus de solidarité ! », conclut Lionel Filippi. ■



*Impôt global prélevé sur l'ensemble des contribuables communautaires